

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 25/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEDILOR

Rue du Bois de Coulanges
Malancourt la Montagne
57360 Amnéville

Références : AMNEVILLE_CEDILOR_2025-11-24_RAPVI_RP_02231
Code AIOT : 0006201477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2025 dans l'établissement CEDILOR implanté Rue du Bois de Coulanges Malancourt la Montagne 57360 Amnéville. L'inspection a été annoncée le 24/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEDILOR
- Rue du Bois de Coulanges Malancourt la Montagne 57360 Amnéville

- Code AIOT : 0006201477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Cédilor exploite des installations de traitement et de valorisation de déchets industriels, autorisées par arrêté préfectoral n°2019-DCAT-BEPE-222 du 19 septembre 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique
- Sécurité/sûreté
- SGS
- Stratégie de défense incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Moyens d'extinction	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.7.5 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Substances extrêmement préoccupantes	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 5.2.2	Sans objet
2	Stocks de substances, déchets et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.2.2	Sans objet
3	Affectation des cuves	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.3.3.2	Sans objet
4	Contrôle des niveaux	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.3.3.4	Sans objet
5	Inspection des cuves	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.3.3.5	Sans objet
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.5.2 (partiel)	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.7.2	Sans objet
8	Ressources en	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eau et en mousse	article 7.7.4 (partiel)	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) constate la persistance d'une non-conformité relative aux moyens d'extinction des 3 cuves de liquides inflammables (huiles fines - cuves 1101/1103/1105), différents des équipements prescrits.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet un porter à connaissance relatif à sa proposition de modification des conditions d'exploitation (moyens d'extinction sur les cuves de liquides inflammables), conformément aux disposition de l'article R181-46-II du code de l'environnement. Ce porter à connaissance devra comporter tous les éléments d'appréciation nécessaires à l'analyse et l'instruction de cette demande, et proposer les modifications connexes de l'étude de dangers et du POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Substances extrêmement préoccupantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 5.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, Substances extrêmement préoccupantes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant exerce une activité de traitement de déchets industriels, relevant du champ des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). A ce titre, il précise n'être ni fabricant, ni importateur, ni metteur sur le marché de substances ou de mélanges chimiques au sens du règlement REACH (CE n°1907/2006) : son activité consiste exclusivement à recevoir, trier, traiter et valoriser des déchets, à l'aide de procédés physico-chimiques et mécaniques faisant intervenir certains réactifs chimiques courants (acides minéraux, bases, agents neutralisants, oxydants, etc.).</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 28/10/2025, un inventaire complet des agents chimiques utilisés sur son site (cf document transmis : Traçabilité ACD (agents chimiques dangereux) - Exposition, août 2024) : après comparaison de cet inventaire avec la liste candidate REACH (mise à jour du 1er octobre 2025), aucune substance soumise à autorisation REACH (Annexe XIV) ni à inclusion dans la liste candidate (article 59) n'est utilisée sur le site.</p>

<p>L'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> • maintenir à jour la traçabilité complète des agents chimiques dangereux (ACD) utilisés sur le site, conformément aux exigences du Code du travail (articles R.4412-1 et suivants) et aux prescriptions générales ICPE relatives à la prévention du risque chimique ; • rester vigilant quant aux futures mises à jour de la liste candidate REACH, et procéder à une vérification annuelle afin d'identifier toute évolution éventuelle. <p>Compte tenu des éléments présentés et transmis, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stocks de substances, déchets et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances, déchets et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu l'état des stocks numérique exhaustif tenu à jour et le plan général des stockages présentés lors de la visite, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Affectation des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Affectation des cuves
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque réservoir a une affectation précise. Sur chaque réservoir sont mentionnées la capacité du réservoir et la nature du produit qu'il contient.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, par sondage lors de la visite, que les cuves portent les informations prescrites et ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des niveaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.3.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des niveaux
Prescription contrôlée :

Des dispositifs de mesures de niveaux équipent les cuves de déchets liquides. Toute possibilité de débordement de réservoir en cours de remplissage doit être évitée soit par un dispositif de trop plein assurant de façon visible l'écoulement du liquide dans les réservoirs annexes, soit par un dispositif commandant simultanément l'arrêt de l'alimentation et un signal d'alarme.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté lors de la visite que les cuves de déchets liquides sont équipées de dispositifs de mesures de niveaux et de vannes de fermetures connexes, suivis en continu sur des synoptiques en salle de contrôle.</p> <p>Ces synoptiques, dont une extraction a été transmise suite à la visite par courriel du 28/10/2025, présentent l'ensemble des installations (cuves, silo, canalisations, pompes, indicateurs niveaux bas et haut...) et les données de fonctionnement (volumes stockés ou en traitement, débits, alarmes de niveaux, pompes en fonctionnement/en défaut/à l'arrêt ...).</p> <p>L'inspection en relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Inspection des cuves

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.3.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection des cuves
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant procède ou fait procéder à une inspection visuelle, au moins tous les trimestres, des cuves, des conduites et des accessoires. Annuellement, les cuves sont débarrassées des dépôts et vidées. Un contrôle d'épaisseur des cuves métalliques est réalisé annuellement ; les mesures réalisées sont comparées à des critères d'acceptabilité pré-déterminés. Les résultats de ces inspections sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 28/10/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le registre des contrôles visuels trimestriels 2024 et 2025 ; • des extraits de son logiciel GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) indiquant la programmation annuelle et les actions de curage et nettoyage des cuves ; • les rapports de contrôle annuel 2024 (rapport du 23/11/2023 / intervention du 21/11/2023) et 2024 (rapport du 24/01/2025 / intervention du 23/01/2025) établis par la société Bureau Veritas ; • des tableaux et diagrammes de suivi de l'état des cuves du site. <p>L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée mais note que la vérification annuelle 2024 a été faite tardivement et alerte l'exploitant sur la nécessité de respecter la fréquence de contrôle prescrite et de faire réaliser le contrôle avant la fin d'année calendaire.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.5.2 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, rétentions

Prescription contrôlée :

(...)

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

(...)

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de cuves GRV contenant des produits incompatibles (plusieurs acides et soude), sur une même rétention (zone de stockage des réactifs du PCO)..

Suite à la visite, l'exploitant a justifié, par courriel du 21/11/2025, le retour à la conformité, avec le déplacement des acides sur une autre rétention.

Compte tenu de l'action de l'exploitant, l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée mais appelle l'exploitant à la vigilance sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants a minima selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
------------------	--------------------------------

Extincteur	Annuelle
Robinets d'incendie armés (RIA)	Annuelle
Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)	Semestrielle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

Constats :

L'inspection a contrôlé, par sondage lors de la visite, la présence des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie prescrits.

Vu les rapports de contrôle et maintenance des moyens d'extinctions, de désenfumage et de détection incendie transmis par l'exploitant suite à l'inspection (courriel du 28/10/2025), l'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.7.4 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction

Prescription contrôlée :

(...)

La réserve en émulseur est disponible en conteneurs de 1 000 litres minimum dont les emplacements doivent être étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens. La réserve en émulseur est d'au moins 7 m³. Le débit d'eaux incendie disponible immédiatement dans l'entreprise est, à tout moment, d'au moins 240 m³/h.

Une réserve d'eau d'au moins 250 m³ est constituée.

(...)

Constats :

L'inspection constate que les installations disposent :

- de réserves en émulseurs stockées dans 2 cuves (5,5 m³ et 2 m³) et 4 cuves GRV de volume unitaire 1 m³ : l'exploitant a transmis, par courriel du 28/10/2025, l'état des quantités stockées, pour un total de 9,5 m³. L'inspection note que les RIA sont, en supplément, dotés de bidons d'émulseur de 120 litres ;
- d'une nouvelle réserve incendie de 996 m³ ;
- d'un groupe motopompe capable de délivrer un débit de 360 m³/h dans le réseau d'extinction.

L'inspection ne relève pas de non-conformité pour la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.7.5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinction

Prescription contrôlée :

L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie doit être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

(...)

- de couronnes d'arrosage fixes installées sur les cuves de liquides inflammables permettant tant l'arrosage à l'eau que le déversement de solution moussante ; elles sont sectionnables séparément du réseau d'eau et du réseau d'émulsions ; elles sont de plus sectionnables bac par bac depuis l'extérieur des cuvettes.

(...)

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 13/09/2022, l'inspection avait constaté que les installations n'étaient pas conformes à la prescription pour les couronnes d'arrosage fixes demandées sur les 3 cuves de liquides inflammables (huiles fines - cuves 1101/1103/1105) : les équipements présents ne sont pas des couronnes d'arrosage mais des pots à mousse en sommet de cuves et des canons à mousse pour l'ennoyage des rétentions.

L'exploitant avait considéré que la prescription était inadaptée en justifiant que la demande d'autorisation environnementale ayant donné lieu à l'arrêté d'autorisation du 1er octobre 2002 et l'étude de dangers de 2017 mentionnaient bien les pots à mousse et les canons à mousse pour les cuves considérées (C1101, C1103 et C1105). Il considère ces équipements, installés dès l'origine, comme au moins équivalents aux équipements prescrits et s'était engagé à le justifier.

L'inspection constate que l'exploitant n'a toujours pas produit cette justification : l'exploitant a indiqué que, compte tenu des caractéristiques physiques des huiles stockées maintenant et des retours d'expérience BARPI, les dispositifs d'extinction ne sont plus nécessaires. Il compte déposer un porter à connaissance pour proposer une modification en ce sens des conditions d'exploitation.

L'inspection note que cette modification est susceptible d'impacter l'étude de dangers du site (abandon potentiel des scénarios 22 et 23) et le plan d'opération interne (POI) connexe.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet un porter à connaissance relatif à sa proposition de modification des conditions d'exploitation (moyens d'extinction sur les cuves de liquides inflammables), conformément aux disposition de l'article R181-46-II du code de l'environnement.</p> <p>Ce porter à connaissance devra comporter tous les éléments d'appréciation nécessaires à l'analyse et l'instruction de cette demande, et proposer les modifications connexes de l'étude de dangers et du POI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois